

Crise sociale ou crise de l'autorité ?

Port bloqués, raffineries arrêtées, aéroports en panne de carburant, une population qui fait le siège des stations essences, des entreprises en très grandes difficultés, la confusion médiatique qui s'installe, des porte-paroles, prétendant représenter la population active ou le monde étudiant, qui appellent à « l'insurrection », le tout relayé par quelques politiques irresponsables qui rêvent d'un nouveau 68 : telle est de nouveau la pitoyable situation que nous offrons au monde. Rien à voir avec l'euphorie chilienne et cette extraordinaire épopée d'un peuple mobilisé pendant 69 jours pour sauver ses 33 mineurs. Un exploit à mettre au crédit de ces grands succès que notre humanité sait produire de temps à autre, dans la digne lignée de ces réussites collectives comme celle d'Apollo XIII ou de l'aventure de Shackleton!

Qu'avons-nous fait pendant ce temps, alors que l'Etat français est en quasi situation de faillite, et que notre pays est sous la menace d'un déclasserment par les agences de notation? Nous nous confinons dans des querelles politico-médiatiques infantiles et inutiles alors qu'il nous faut adopter de toute urgence des décisions vitales pour notre pays. Au lieu de cela, nous avons laissé le champ libre à ceux qui voulaient depuis quelques temps radicaliser les conflits syndicaux ou communautaristes, certains étant même de très bons professionnels pour amalgamer les deux. ... En bloquant l'énergie et les transports, clés de voute de notre système de vie, ils tiennent l'échiquier et jouent avec les nerfs de nos décideurs. Quant à leurs leaders, si nous les écoutons bien, la seule voie qui se présenterait désormais à la population en termes de sortie de crise vis à vis du dossier des retraites, serait de passer par un scénario de quasi guerre civile ...

Pauvre France ! Quand est-ce que nos dirigeants accepteront d'atterrir et de prendre une fois pour toute la mesure des transformations qu'il faut mener à très grande vitesse pour assurer la survivance du pays ? Chaque heure, chaque jour, chaque semaine perdus en discussions stériles nous conduisent un peu plus vite vers un drame collectif. Pourtant, il y a suffisamment de signaux faibles pour sonner l'alerte et mobiliser toutes les énergies et talents de notre pays. Pourquoi attendre 15 jours comme pour la canicule en 2003, 12 jours comme lors des émeutes dans les banlieues en 2005 ou mieux 45 jours comme en Guadeloupe en 2009 pour stopper le bazar actuel ? Les experts en insurrection auraient tort de se priver : nous leur offrons un terrain de jeu privilégié et une caisse de résonance exceptionnelle, le tout au cœur de la 5^{ème} puissance mondiale.

Il faut immédiatement arrêter les dérives en cours qui n'ont rien de sociales. Il ne faut pas laisser s'installer le non droit et l'atteinte aux libertés fondamentales. Ne nous trompons pas dans l'évaluation du contexte : Ceux qui ont décidés de bloquer le pays ou de réaffirmer leur contrôle sur des territoires, pour ne prendre que le cas des banlieues, ne sont maîtrisés ni par les grands syndicats ni par les grands partis politiques. Ils appartiennent à des filières révolutionnaires ou insurrectionnelles qui veulent mettre le pays en situation d'échec total sur le plan politique en installant une crise sociétale et sécuritaire majeure. Ils ne craignent rien et jouent le temps contre nous. Ne nous trompons pas une fois de plus dans l'évaluation des situations ! Ils ne sont pas là pour négocier !

Pour ceux qui ne veulent rien entendre ni rien voir, il faut leur rappeler que tout a été déjà testé en 2009 : séquestrations de patrons, menaces de destruction d'usines, insurrection territoriale

(cf. la Guadeloupe), tests sécuritaires (cf. Grenoble). Il n'y a pas d'improvisations du côté de ces dispositifs, peu nombreux, mais particulièrement bien préparés et déterminés. Tous les experts qui ont été confrontés à ces situations savent très bien qu'il ne faut pas grand-chose pour que ces équipes bloquent le pays. Elles en font actuellement la démonstration avec de petits effectifs ici et là. Elles sont bien positionnées au cœur des infrastructures critiques ainsi qu'au sein des réseaux ou carrefours vitaux.

L'offensive est lancée avec des objectifs précis de neutralisation du pays, voire de destruction et de contrôle pour certains territoires. Nous sommes désormais face à une opération bien pensée il y a un an et qui touche l'intégrité, voire la survivance du pays. Cette opération va durer tant qu'elle ne trouvera pas l'expression de l'autorité de l'Etat en face d'elle, ne soyons pas naïfs ! Ne faisons pas comme en Guadeloupe où les dirigeants n'ont compris qu'au bout de 20 jours, quand ils ont commencé à tout perdre : leurs marges opérationnelles, leurs marges nettes, leur réputation, jusqu'à l'adhésion de leurs propres troupes, qui avaient fini par basculer dans le sens des émeutiers à force de persuasion médiatique pour ne pas dire de matraquage sectaire. Pour quel résultat final ? Cela n'a été que du perdant-perdant pour tout le monde avec au milieu du chaos sociétal la réémergence d'intentions voire d'actes qui s'apparentent en droit fondamental à de la barbarie.

Alors que faire face à ce danger de radicalisation à la marge qui ouvre des scénarios encore impensables pour le haut de nos classes moyennes bercées dans la profitabilité et le confort de la mondialisation ? **La leçon de tous les tests menés en 2009 a montré que l'attentisme politique et la faiblesse administrative étaient les points d'accrochage de ces dérives. Le manque de fermeté judiciaire ou la peur d'aller sur ce champ pour réaffirmer l'état de droit a constitué un phénomène aggravant. Enfin la lâcheté collective face aux brutalités commises et les peurs cultivées par les médias n'ont fait qu'accentuer l'implosion du système.** Tous ces processus non démocratiques n'ont été crédibilisés et légitimés que par un **abandon du terrain et par des modes de communication mous et décalés.** Il faut coûte que coûte **rétablir l'autorité républicaine** et ne pas faiblir face à cette nouvelle prise d'otage inadmissible de nos infrastructures critiques ou morceaux de territoires. Le pays ne peut pas se payer aujourd'hui une mise à genou de tous ses fondamentaux à cause de quelques extrémistes et d'un mauvais monôme de lycéens. Il faut avoir le courage de résister collectivement aux déviances en cours. Mais ce n'est pas suffisant, il faut surtout que le politique affirme plus que jamais sa détermination face aux événements, ainsi que sa vision du futur pour faciliter une sortie de crise rapide.

Aujourd'hui ceux qui bloquent le pays n'en n'ont rien à faire des retraites ! Ce n'est pas leur sujet. Arrêtons de nous raconter des histoires en cherchant les racines d'une crise sociale je ne sais où. La véritable bataille se situe à un niveau sociétal et politique entre des couches exclues des rêves de la mondialisation et des élites qui n'ont rien compris à la crise de modèle qui traversent nos sociétés occidentales. Ceux d'en bas reprochent à ceux d'en haut de leur avoir confisqué tout espoir de futur. Nous savons tous que les effets de la mondialisation ont généré des ruptures profondément inéquitables au sein de nos sociétés. C'est pour cela que les lycéens perdus, et en grande partie manipulés, se retrouvent momentanément aux côtés des pros de la lutte révolutionnaire ou de l'émergence d'un communautarisme religieux dans les banlieues pour casser le joujou consumériste des classes moyennes et de leurs représentants. Mais nous savons bien qu'ils n'ont pas de stratégies alternatives ; leur démarche n'est que compulsive, anarchique voire maffieuse pour certains. A l'arrivée nous en connaissons l'issue : chaos sociétal (quand il n'y a pas de morts), pertes financières

gigantesques, effondrement économique et déclassement mondial. Les pathologies conjuguées et bien connues des argentins, yougoslaves et libanais, que j'ai évoquées dans mon livre en 2007¹, sont bien là rampantes et perversesmême si nos élites continuent à faire du déni sur cette dynamique explosive à terme...

Etant donné que dans ce pays il n'y a jamais eu de contrat social, et que depuis quelques décennies il n'y a plus de contrat moral, il est aisé pour ces extrémistes d'instrumentaliser la haine et la rancœur en prétextant jouer les Saint-Just. Nous savons trop où ces dérives nous ont mené jadis! Elles n'ont jamais été ni de grands moments dans l'histoire de notre pays, ni à l'origine de grandes solutions durables pour nos populations. Il est urgent de privilégier le respect de l'état de droit et des libertés fondamentales. Certes, le droit de grève est constitutif des libertés fondamentales, mais à la seule condition que ceux qui l'exercent ne le dénaturent pas et ne s'amuse pas par faiblesse des politiques et de l'Etat à jouer à la prise d'otage permanente en bloquant les clés de voûte de nos systèmes de vie pour des intérêts basement corporatifs, voire mafieux.

Il est plus qu'urgent d'arrêter la récréation qui est en cours et de remettre le pays en ordre de marche. Au-delà les contingences économiques, c'est un enjeu majeur pour nos enfants. Ces derniers n'ont rien à faire dans les rues, leurs vrais challenges pour demain ce sont leurs équivalents chinois, indiens, brésiliens qui apprennent et travaillent dur pour prendre leur place. Ces derniers n'auront aucune pitié pour eux. Mais leurs parents sont-ils conscients de cette menace qui pèse infiniment plus lourdement sur l'avenir de leurs chérubins que les deux années de plus pour sauver le régime des retraites ?

Il est plus que temps de passer d'une société infantile à une société responsable. Le collapsus actuel peut-il nous y aider ? Tout ceci pose la question du rétablissement de l'autorité à tous les niveaux. N'oublions pas comme l'écrivait Saint John Perse que « *La démocratie, plus qu'aucun régime, exige l'exercice de l'autorité* ». Telle est la singularité de la crise que nous traversons, nous français. Bien au-delà la crise de modèle que l'occident a à assumer, les événements nous interpellent sur cette question à la fois politique et sociétale du rétablissement de l'autorité à tous les niveaux et ce jusqu'au niveau parental... La chienlit actuelle ne peut qu'être la résultante de ces trente années de dilution des responsabilités, de glissement liberticide dans tous les domaines et de banalisation de la prise de décision. Pour autant faut-il se contenter de supporter les événements en faisant une fois de plus le dos rond et en attendant des jours meilleurs ou ne serait-il pas temps de réagir une bonne fois pour toute ?

Subir ou se relever : le choix est finalement simple !

Il se joue actuellement face à des barricades de poubelles ou de vieux pneus en feu alors qu'il pourrait se jouer autrement face aux défis que le monde nous offre.

La France mérite mieux !

Xavier GUILHOU

Octobre 2010

¹ « Quand la France réagira... » Eyrolles 2007